

Le syndicalisme au Nicaragua depuis le retour du Frente Sandinista de Liberación Nacional (2007-2016)

Julien Dufrier

▶ **To cite this version:**

Julien Dufrier. Le syndicalisme au Nicaragua depuis le retour du Frente Sandinista de Liberación Nacional (2007-2016). Cahiers des Amériques Latines, 2017, 86, pp.89-109. 10.4000/cal.8364 . halshs-02159432

HAL Id: halshs-02159432
https://shs.hal.science/halshs-02159432

Submitted on 18 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers des Amériques latines

86 | 2017
Syndicalismes et gouvernements progressistes

Le syndicalisme au Nicaragua depuis le retour du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (2007-2016)

El sindicalismo nicaragüense desde la vuelta del Frente nacional de Liberación Nacional (2007-2016)

Continuities and transformations into the Nicaraguan Trade Union since the Sandinistas return to power in 2007

Julien Dufrier

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/cal/8364
DOI : 10.4000/cal.8364
ISSN : 2268-4247

Éditeur
Institut des hautes études de l'Amérique latine

Édition imprimée
Date de publication : 31 décembre 2017
Pagination : 89-109
ISBN : 978-2-37154-113-9
ISSN : 1141-7161

Ce document vous est offert par Université de Cergy-Pontoise

Référence électronique
Julien Dufrier, « Le syndicalisme au Nicaragua depuis le retour du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (2007-2016) », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 86 | 2017, mis en ligne le 01 février 2018, consulté le 18 juin 2019. URL : http://journals.openedition.org/cal/8364 ; DOI : 10.4000/cal.8364

Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

Julien Dufrier *

Le syndicalisme au Nicaragua depuis le retour du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (2007-2016)

Le retour du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (FSLN) au gouvernement du Nicaragua en janvier 2007 s'inscrit dans la dynamique latino-américaine d'accession au pouvoir de partis de gauche[1]. En rupture avec la double décennie de politiques néolibérales (1980-2000), ces nouveaux gouvernements, labélisés « socialisme du XXI^e^ siècle », redistributifs, repositionnent l'État en un acteur central de la régulation et de l'arbitrage des rapports socio-économiques. Ils retissent les liens avec les différents acteurs sociaux, notamment avec le syndicalisme.

Au Nicaragua, ce processus revêt une configuration singulière. Car d'abord, contrairement aux différentes expériences régionales de gauche, les élections de novembre 2006 ne portent pas au pouvoir une organisation politique et un candidat nouveau de l'offre partisane. Après seize années dans l'opposition, Daniel Ortega, dirigeant historique de la révolution populaire sandiniste et secrétaire général du FSLN, réaccède à la présidence[2]. Dans une perspective historique, cette singularité tient plus largement aux bouleversements politiques survenus au cours du dernier demi-siècle : la chute de la dictature somoziste (1937-1979)

* Creda-UMR 7227.

1. Impulsée au Venezuela en 1999 par l'élection d'Hugo Chavez Frías à la présidence sous la bannière du parti *Movimiento Quinta República* puis *Partido Socialista Unido de Venezuela* (PSUV).
2. Daniel Ortega a dirigé la *Junta de Gobierno de Reconstrucción Nacional* (JGRN) de 1979 à 1984. Il est élu président de la République pour la période 1984-1990. Il remporte l'élection présidentielle de 2006 et est réélu en novembre 2011 et 2016.

en juillet 1979, la révolution populaire sandiniste (RPS-1979 à 1990), enfin la conjonction d'une transition à la démocratie et de gouvernements néolibéraux (1990-2006)[3]. Trois temporalités au cours desquelles le syndicalisme occupe un rôle cardinal.

Ensuite, parce que dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement de Daniel Ortega, qualifié de Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale (GRUN) « chrétien, socialiste et solidaire » confère au syndicalisme une fonction centrale dans son action politique et dans son projet économique de développement. Le modèle « *Diálogo, Alianza y Consenso* » en est le socle. Il repose sur la pacification des relations sociales entre acteurs syndicaux et patronaux à travers le dialogue État/syndicats/patronat.

Rappelons que l'État nicaraguayen bénéficie de la coopération bolivarienne depuis 2007[4]. Elle lui permet de se ménager une certaine marge d'autonomie par rapport aux institutions financières internationales (Banque interaméricaine de développement et Banque mondiale). Une partie de l'aide au développement vénézuélienne est destinée aux programmes de lutte contre la pauvreté, l'autre à mettre en œuvre et à pérenniser des programmes socio-productifs. Néanmoins, le pouvoir sandiniste n'a pas remis en question les grandes orientations économiques héritées des gouvernements précédents. De fait, réattribuer un rôle central à l'État et inclure les syndicats dans ce projet politique demande au gouvernement d'arbitrer entre deux impératifs antagoniques, le capital et le travail. Et ce, dans un modèle de développement extraverti d'inspiration néolibérale[5].

L'article propose d'examiner les rapports entre le syndicalisme et l'État nicaraguayen depuis 2007. Pour les rendre intelligibles, l'analyse se situe dans une perspective historique. Le syndicalisme est appréhendé sous l'angle théorique « des pratiques non discursives », entendues comme « les rapports sociaux [du syndicalisme] établis effectivement avec les autres acteurs sociaux, État, le ou les employeurs, les autres mouvements sociaux, à quelque niveau que ce soit de l'organisation » [Gagnon, 1991, p. 79-81]. Pris dans la dichotomie analytique constitutive de cet objet de recherche, désignée par la terminologie de « dialectique

3. L'arrivée du sandinisme clôt alors le cycle des politiques néolibérales des gouvernements de Violeta Barrios de Chamorro (1990-1996), Arnoldo Alemán (1997-2001) et Enrique Bolaños (2002-2006).
4. La coopération vénézuélienne correspond à une moyenne d'environ 5,5 % du PIB entre 2007 et 2014.
5. Ce modèle conduit à une économie duale. D'un côté, elle est composée de secteurs d'activités modernes en croissance, l'agro-exportation détenue par des capitaux nationaux et les industries de transformation installées dans les zones franches et les sites d'extraction des ressources naturelles, aux mains de capitaux étrangers. Ces secteurs bénéficient des traités d'intégration régionale, le Sieca (1991) et le Cafta (2004). De l'autre, l'économie nicaraguayenne se caractérise par la très forte présence d'un secteur informel de services, majoritairement urbain (qui représente 71 % de la population en 2000 selon le PNUD, 58 % en 2003 pour la Cepal ou encore 63,4 % en 2005 selon l'Inide).

instituée » [Gagnon, 1991, p. 88-89], l'article articule une approche du syndicalisme comme « institution » et comme « mouvement social ». Les relations État/syndicats au Nicaragua se caractérisent actuellement par des modalités d'articulation continues, réadaptées ou inédites. D'une part, le syndicalisme est examiné d'un point de vue juridique, comme une institution, un acteur politico-économique reconnu, occupant une fonction de régulation, disposant d'espaces de participation et de mécanismes de concertation avec l'État et le capital. D'autre part, il est appréhendé comme un mouvement social. L'article examine le mouvement syndical nicaraguayen, passé et présent, afin d'en révéler les transformations en termes d'organisation interne, de mobilisation, de contestation tout comme de rapport structurel au politique, partis et État.

Mentionnons d'emblée, avant de l'étudier, l'hégémonie des organisations affiliées au FSLN au sein du mouvement syndical. Précisons qu'il ne s'agit pas d'une étude sociologique sur le militantisme des organisations syndicales sandinistes (ni de celles minoritaires et marginalisées liées aux partis d'opposition). L'analyse se place au niveau des instances dirigeantes du syndicalisme sandiniste, de ses représentants et de leur articulation à l'appareil du parti et de l'État. Car nous avançons qu'à cette échelle, pour le cas nicaraguayen, il est possible de corréler « syndicalisme mouvement social » et « syndicalisme institution », de les faire coexister, et par là même, de réduire la distance théorique qui les sépare. Dans cette perspective, la deuxième partie analyse les rapports entre le parti officialiste et le *Frente Nacional de los Trabajadores* (FNT), structure centralisée du syndicalisme sandiniste. Nous questionnerons l'autonomie du mouvement syndical. Puis par l'entremise du modèle de dialogue État/syndicats/patronat, objectivé dans différentes instances de négociation tripartite, il s'agit d'apprécier la fonction conférée au syndicalisme par le gouvernement de Daniel Ortega dans le modèle économique de développement que ce dernier soutient.

Enfin, la dernière partie se centre sur l'émergence de la *Confederación de trabajadores por cuenta propia* (CTCP) et son intégration à la plate-forme syndicale du FNT sandiniste. L'article étudie l'institutionnalisation du mouvement des travailleurs informels par la voie organisationnelle syndicale en questionnant son ambivalence. Si cette nouvelle forme de syndicalisation s'érige sur un projet inclusif et alternatif à l'économie de marché, en renouant avec l'autogestion du syndicalisme de classe, ne faut-il pas aussi l'aborder comme la volonté politique d'organiser les agents de « l'économie sociale solidaire » et *in fine* de contrôler le social ?

Pour une intelligibilité du syndicalisme au Nicaragua

Pour restituer l'évolution du syndicalisme au Nicaragua, il convient d'adopter une perspective temporelle et chronologique. Une démarche de périodisation

suit alors la ligne théorique conductrice selon laquelle « le syndicalisme est un acteur social se déplaçant dans le temps entre les pôles de l'institutionnalité et du mouvement social, étant donc plus ou moins marqué, ou défini par l'un ou l'autre pôle » [Gagnon, 1991, p. 89].

Postulons que ce déplacement temporel et pendulaire soit conditionné par deux variables interdépendantes. En premier lieu, celle du modèle de développement et des schémas d'accumulation, de production et de (re)distribution en fonction des tensions entre capital et travail. En second lieu, la variable du contexte politique et la propension de l'État à garantir juridiquement l'expression syndicale, à ouvrir ou fermer des espaces pour négocier ou satisfaire variablement les revendications salariales ou sociales. De là s'agencent les rapports du syndicalisme à l'État dans son versant mouvement social et la teneur du conflit politique contenu ou transgressif [Tilly et Tarrow, 2008].

Distinguons aussi l'institutionnalisation du mouvement syndical (structuration et reconnaissance juridique des organisations syndicales, possibilité de porter dans le champ politique un certain nombre de demandes) de l'institutionnalité du syndicalisme entendu comme sa reconnaissance politique et sa fonction de régulation économique dans le système social global. Distinction par laquelle nous abordons les continuités et les transformations du syndicalisme nicaraguayen. En outre, il nous faut aussi réinscrire le mouvement syndical de ce pays centraméricain dans la structure de son économie. Celle-ci se caractérise par un fort et constant secteur primaire (33,5 %) et un faible niveau d'industrialisation (secteur représentant 11,5 %)[6]. Spécificité du Nicaragua : contrairement au Mexique, à l'Argentine ou au Brésil, il n'a jamais existé un mouvement syndical articulé autour d'une classe ouvrière industrielle organisée et numériquement prépondérante.

Le mouvement social antidictatorial[7] formé à la fin des années 1970 s'érige en grande partie sur l'action collective des travailleurs urbains et du prolétariat rural organisée par la voie syndicale. Menée par le FSLN, lutte sociale et lutte politique armée s'y superposent. Le mouvement syndical jusque-là peu représentatif (5,5 % des salariés en 1971), coopté[8] ou réprimé, se « sandinise ». La dynamique révolu-

6. Le secteur de la construction représente 6 %, le secteur tertiaire du commerce (26,5 %) et des services (23,5 %) [BCN, 2015].
7. En juillet 1979, la révolution populaire sandiniste (1979-1990) met fin aux quarante-trois années de régimes autoritaires de la famille Somoza pendant lesquels le pouvoir a été exercé successivement par Anastasio Somoza García (1937-1956) puis ses deux fils Luis Somoza Debayle (1957-1963) et Anastasio Somoza Debayle (1967-1979).
8. Nées dans l'appareil étatique, qu'elles soient « d'obédience somoziste, communiste ou social chrétienne, ces organisations (syndicales) apparaissent plus comme des voies d'ascension à l'intérieur de l'appareil d'État somoziste et du système clientéliste du *Partido Liberal Nacionalista* que comme des institutions fondées à représenter et à défendre les intérêts des salariés » [Bataillon, 2003, p. 123].

tionnaire et la symbiose entre dirigeants syndicaux et politiques vont imprégner durablement les modalités d'organisation du mouvement. Retenons ici comme caractéristique structurelle du syndicalisme sandiniste l'imbrication des appareils partisan et syndical à travers la proximité voire la superposition de leurs instances supérieures respectives.

Les premières années de la révolution populaire sandiniste marquent l'essor du syndicalisme « mouvement social » en termes d'organisation, d'activisme, d'avancées salariales et sociales. En 1978, il existait 138 syndicats et 27 000 travailleurs étaient syndiqués. En 1984, le ministère du Travail (Mitrab) recense 1 103 syndicats (4/5e sous la forme de petits syndicats d'entreprises) et 207 391 affiliés (sur une population économiquement active de 695 000 personnes en 1980) [Rouquié, 1991]. En 1986, 56 % de la population active est syndiquée (seulement 11 % en 1979) [Guerra, 2015, p. 24]. L'État devient le principal employeur[9]. Au niveau législatif, la nouvelle Constitution de 1987 enrichit le Code du travail de 1944 de garanties syndicales et de droits sociaux.

Sous l'angle institutionnel, le syndicalisme s'affirme comme acteur politique et économique. Dès 1979, il est intégré et représenté dans le Conseil d'État de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale. Dans le cadre du modèle d'économie planifiée, il est associé directement à la gestion administrative et au processus de production des entreprises étatisées.

Dès 1980, des tensions centrifuges traversent le mouvement syndical en plein essor. La *Central Sandinista de Trabajadores (CST) et la Asociación de Trabajadores del Campo* (ATC) apportent leur soutien inconditionnel à la révolution. Elles rassemblent 70 % des travailleurs syndiqués. En revanche, certaines organisations s'opposent frontalement au projet révolutionnaire : les marxistes, les syndicats sociaux-chrétiens de la *Central de Trabajadores de Nicaragua* (CTN, deuxième force syndicale) et les syndicats sociaux-démocrates. À partir de 1984, année où se durcit le conflit avec la *Contra*, le mouvement syndical se polarise. Un bloc sandiniste est composé de la CST et de l'ATC. Un bloc d'opposition s'articule autour de la CTN. En 1988, le *Consejo Permanente de los Trabajadores* (CPT) réunit CTN, syndicats de droite et d'extrême gauche. Recomposée à plusieurs reprises mais toujours effective, cette polarisation entre sandinistes et non-sandinistes constitue une première forme de continuité.

Dans le contexte de guerre interne, le syndicalisme sandiniste se militarise et se verticalise. Associées à la stratégie de défense de la RPS, les centrales sont cooptées dans les entreprises publiques et subordonnées au pouvoir politique. Elles deviennent le « pont de communication » [Rocha, 2007], « la courroie de

9. 351 entreprises d'État sont créées dans les secteurs agricole et industriel. Le secteur productif de l'État représente 30 à 40 % du PIB durant la période révolutionnaire. En 1987, l'État emploie directement 331 000 personnes soit 31 % de la population active et indirectement près de 47 % [Rocha, 2007].

transmission » [Rouquié, 1991, p. 226] entre l'État-Parti sandiniste et la base syndicale, et ce, pour contribuer à l'effort productif en contexte de guerre ou pour mobiliser les travailleurs sur le front des opérations militaires[10].

La défaite du FSLN aux élections présidentielles de 1990 ouvre la voie au projet libéral et aux politiques d'ajustements structurels. Une période durant laquelle le syndicalisme se définit par le pôle « mouvement social ». Ces seize années sont toutefois marquées par la désinstitutionnalisation juridique du mouvement syndical (suspension du financement des syndicats par cotisation salariale, modification des dispositions légales d'organisation syndicale), par son atomisation (démantèlement du secteur public et démobilisation des militants) puis par sa recomposition. Selon les chiffres du ministère du Travail, en 1990, 562 syndicats réunissent 38 746 affiliés. En 2005, seuls sont recensés 105 syndicats pour 3 849 syndiqués.

À cette stratégie d'asphyxie du syndicalisme [Sánchez González, 2015] répond politiquement la création, en avril 1990, du *Frente Nacional de los Trabajadores* (FNT) qui constitue une transformation majeure dans le paysage syndical sandiniste. L'objectif des dirigeants syndicaux et du parti sandiniste est de limiter la dispersion des travailleurs et la désagrégation de la base sociale du FSLN dans le secteur public face au déferlement néolibéral des premières années du gouvernement Chamorro[11]. La dynamique de reconcentration des organisations syndicales autour de la direction nationale du FSLN de Daniel Ortega se comprend aussi comme une réponse aux divisions du sandinisme, et au départ en 1995 des dirigeants plus modérés [Guerra, 2015]. Cette riposte politique *via* le syndicalisme doit être comprise comme un élément de la stratégie d'opposition des dirigeants du FSLN au gouvernement néolibéral. Les syndicats sont alors utilisés par le FSLN comme un capital social mobilisable pour faire pression sur l'État.

Paradoxalement, malgré l'arrimage d'un syndicalisme sandiniste au noyau dirigeant du parti, la seconde moitié de la décennie 1990 constitue la période d'*aggiornamiento* idéologique et pratique du mouvement syndical du fait des nouveaux enjeux professionnels dans les secteurs modernes de l'économie libérale, notamment dans l'industrie *maquiladora*[12]. Les instances dirigeantes syndicales se rapprochent des préceptes du « nouveau syndicalisme sociopolitique […] courant qui cherche à influer politiquement et à dépasser les seules revendications professionnelles » [Sánchez González, 2015, p. 5]. Plus pragmatique, le mouvement

10. 47 % des syndiqués de la CST et 34 % de l'ATC participent à l'effort de guerre contre la Contra en incorporant notamment l'*Ejercito popular sandinista* (EPS).
11. En 1991, le *Plan de Conversión Ocupacional* se traduit par de nombreux licenciements dans le secteur public où le nombre d'employés passe de 285 000 en 1990 à 85 000 en 1998.
12. Le secteur manufacturier textile passe de 18 entreprises (11 000 salariés) en 1997 à 95 entreprises en 2005 [Sánchez Ancochea, 2007, p. 234].

syndical combine le répertoire du conflit politique transgressif[13] et contenu. Dans ce dernier, il privilégie la négociation et les alliances.

Depuis 1997, le FNT revendique « une stratégie propre, unitaire et autonome », « une relation de mutuelle reconnaissance avec le FSLN[14] ». Il se présente surtout comme une superstructure centralisée de fédérations multisectorielles, fortement implantée dans le secteur public des gouvernements central et locaux (ministères, institutions et services de l'État), de l'éducation et de la santé. En 1999, la création de la *Plataforma Unitaria* formalise la stratégie d'organisation territoriale et d'incidence politique à l'échelle municipale. Dotée d'une *Unidad de Capacitación*, la direction du FNT convertit cette structure en un espace de socialisation politique en homogénéisant la formation et la professionnalisation syndicale de ses responsables. Entre 1997 et 2003, 6 500 cadres de base du FNT sont formés. Cette stratégie de centralisation s'avère fructueuse en termes de regain d'affiliation et d'attraction de nouvelles confédérations. Le FNT fait élire des responsables dans les gouvernements locaux. Six dirigeants du FNT sont élus députés à l'Assemblée nationale dès 2002.

Le syndicalisme sous le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale

Les organisations syndicales sandinistes prédominent dans le mouvement des travailleurs nicaraguayens de 1979 jusqu'à nos jours.

13. Entre 1992 et 2005, un mouvement social syndicats-étudiants émerge pour défendre la *Ley de los 6 %* de l'Éducation supérieure avec des pics de grèves et d'affrontements en 1995 et 1999.
14. Formules tirées du portail du FNT, consulté le 27 novembre 2016. Disponible sur : http://www.fnt.org.ni

Tableau 1. Composition du mouvement syndical au Nicaragua en 2016

Configuration tripartite du syndicalisme nicaraguayen			
Désignation	**Date de création**	**Filiation partisane**	**Nombre d'affiliés**
1- Organisations syndicales liées à l'officialisme		**Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN)**	**158 300**
Frente Nacional de los Trabajadores (FNT - Front de 11 confédérations ou centrales)	Avril 1990	FSLN	153 300
Central Sandinista de Trabajadores (CST)	Juillet 1979	FSLN	5 000
2- Organisations syndicales réunies au sein du Congreso Permanente de los Trabajadores (CPT)	**1988 (Alliance CTN Carlos Huembes – CUS – CAUS – CGT-I)**	**Orientation pluripartite**	**27 500**
Central de Trabajadores de Nicaragua-Autónoma (Antonio Jarquín) (CTN-a)	1983 (née d'une scission au sein de la CTN)	Partido Popular Social Cristiano (PPSC – né d'une scission au sein du PSC)	15 000
Confederación General de Trabajadores-Independiente (CGT-I)	1976	Filiation originale au Parti Socialiste Nicaraguayen (PSN) (mutliples scissions entre 1962 et 1977)	2 500
Confederación de Unificación Sindical (CUS)	1972	Partido Social Democrata (PSD)	10 000
3- Organisations syndicales auto-proclamées indépendantes		**Filiation partisane**	**8 500**
Central de Trabajadores de Nicaragua (CTN – nouvelle dénomination du Movimiento Sindical Autónomo de Nicaragua -MOSAN-fondé en 1962)	1972	Partido Social Cristiano (PSC)	7 000
Central de Acción y Unidad Sindical (CAUS)	1973 (Comité) 1976 (sous la forme d'une Centrale)	Partido Comunista de Nicaragua (PC de N – fondé en 1956 après une scission au sein du PSN mais officialisé en décembre 1970)	1 500
			Total affiliés 202 000

Source : élaboration par l'auteur, d'après O. Guevarra (2008), L. Serra (2007) et FNT.

Le tableau 1 indique leur concentration au sein du *Frente Nacional de los Trabajadores* et de la *Central Sandinista de Trabajadores*. Même si ces deux structures sont ouvertement pro-gouvernement, elles se sont opposées sur certaines mesures. Le FNT et la CST ont divergé par exemple lors des revalorisations des salaires minimums de 2014 et de 2015. Le bloc syndical sandiniste a cependant resserré les rangs derrière la candidature du couple Ortega-Murillo aux

élections présidentielles de novembre 2016. Il a témoigné en outre de sa capacité à mobiliser des bases militantes dont les liens sont à la fois partisans et syndicaux. En effet, dans les institutions publiques (État ou gouvernements locaux) et dans les programmes socio-productifs bolivariens, fonctionnaires et employés sont nommés avec l'aval des autorités et systématiquement syndiqués. Ce jeu de miroirs entre affiliation syndicale et affiliation partisane révèle la logique d'allégeance du syndiqué de base au parti et par là son soutien « mécanique » au gouvernement.

Hégémonique du point de vue du nombre d'adhérents[15], le syndicalisme sandinisme tend à invisibiliser le reste des forces syndicales et les tensions internes du mouvement. Néanmoins, la configuration tripartite actuelle du mouvement syndical reflète à la fois l'ancrage des deux blocs syndicaux clivés, hérités de la période révolutionnaire, et les divisions au sein du syndicalisme non-sandiniste. Celui-ci, composé des organisations syndicales liées aux partis d'opposition, est dominé par le courant social-chrétien. Des ruptures conduisent à le scinder entre les organisations réunies dans le *Congreso Permanente de los Trabajadores* (traversé lui-même par des tensions centrifuges) et celles qui se revendiquent indépendantes.

Par ailleurs, cette physionomie n'est pas monolithique, spécialement sous l'angle du répertoire d'action collective. Loin d'affirmer le découplage du syndicalisme des partis politiques, on peut constater une « relative » marge d'autonomie. En effet, il existe des logiques de négociation et d'alliance qui dépassent les traditionnels clivages partisans. Elles se produisent en fonction de convergences d'intérêts professionnels infrasectoriels entre centrales syndicales de base ou quand des projets de loi menacent l'ensemble des travailleurs. La réforme de la *Ley de Seguridad Social* en 2013 a donné lieu par exemple à l'unification inédite de l'ensemble des acteurs syndicaux FNT, CPT et *Consejo Sindical Nacional* (CSN – à l'exception donc des CAUS et CGT-I) au sein du *Movimiento de Unidad Sindical Nicaragüense*. Ce « bouclier » a empêché l'allongement et la hausse des cotisations salariales (base de 750 semaines), le recul de l'âge de la retraite (maintenu à 60 ans) et la baisse du traitement des pensions défendues par le Conseil supérieur de l'entreprise privée (Cosep). Le mouvement privilégie la conflictualité politique contenue [Tilly et Tarrow, 2008, p. 21-24] puisqu'il dispose de canaux pour porter la tension du rapport salarial dans le champ politique.

15. Il existe peu de données officielles ou syndicales sur l'affiliation des travailleurs depuis 2006. En 2015, l'annuaire statistique publié par l'Inide recense 1 087 syndicats pour 10 996 syndiqués. En revanche, les travaux académiques et des organismes de coopération s'accordent sur un nombre de syndiqués bien plus important, précisément dans les organisations liées au FSLN. En avril 2017, la CST revendique plus de 100 000 syndiqués et le FNT près de 340 000. Il n'est donc pas possible d'avancer un taux de syndicalisation.

Malgré ces moments d'autonomie, le mouvement syndical doit fondamentalement s'analyser en termes de subordination au politique en raison de sa « quasi-sandinisation » et de l'imbrication de ses principaux dirigeants dans l'appareil partisan et/ou étatique. Un des éléments qui montre cet enchevêtrement est le cumul des charges politiques et syndicales des dirigeants des instances supérieures syndicales.

Tableau 2. Composition du Frente Nacional de los Trabajadores en 2016

	Secteur professionnel	Nombre d'affiliés *	Secrétaire général	Charge élective
FNT	Réunion de 11 centrales et confédérations	153 300	Gustavo Porras Cortes (coordinateur national)	Député national du FSLN : 2002-2006 ; 2007-2011 ; 2012-2016. *Réélu député national pour la mandature 2017-2021. *Président de l'Assemblée nationale 2017-2021
Central de Trabajadores de la Salud (FETSALUD)	Syndicats des personnels médical, paramédical et administratif de la santé	21 000	Gustavo Porras Cortes	Coordinateur du FNT Député national du FSLN : 2002-2006 ; 2007-2011 ; 2012-2016 ; 2017-2021
Confederación General de Trabajadores de la Educación de Nicaragua (CGTEN-ANDEN)	Syndicats des personnels enseignant et administratif de l'éducation	18 000	José Antonio Zepeda	Député national du FSLN 2012-2016. *Réélu député national pour la mandature 2017-2021
Confederación Unión Nacional de Empleados Estatales (UNE)	Syndicats du personnel du gouvernement central, ministères et des municipalités	27 000	Domingo Francisco Pérez	Élu député suppléant du FSLN pour la mandature 2017-2021
Confederación Sindical de Trabajadores - José Benito escobar (CST-JBE)	Syndicats de l'énergie, des télécommunications, du commerce, de la construction et de l'industrie	25 000 **	Luis Barbosa Chavarría	Député suppléant du FSLN 2012-2016. *Réélu député suppléant du FSLN pour la mandature 2017-2021
Confederación de Sindicatos de Trabajadores Universitarios (FESITUN)	Syndicats du personnel administratif des universités publiques et privées	3 000	Maritza Espinales	Députée nationale pour le FSLN : 2012-2016. *Réélue députée nationale pour la mandature 2017-2021
Confederación de Profesionales Docentes de la Educación Superior (FEPDES-ATD)	Syndicats des personnels technique et enseignant des universités publiques et privées	2 300	Freddy Franco	Élu député suppléant du FSLN pour la mandature 2017-2021

	Secteur professionnel	Nombre d'affiliés *	Secrétaire général	Charge élective
Confederación Sindicatos de Trabajadores Por Cuenta Propia (CTPCP)	Syndicats des travailleurs indépendants de l'économie informelle	46 000 (2014)	Adrián Martínez	Élu député suppléant du FSLN pour la mandature 2017-2021
Confederación de Sindicatos de la Agroindustria	Syndicats des travailleurs de l'agro-industrie	n.c	Antonio Espinoza	Aucune charge élective
Confederación de Sindicatos de Pescadores y Trabajadores del Mar, Lagos, Ríos y Afines	Syndicats des pêcheurs et des travailleurs de la mer, lacs, fleuves et activités connexes	n.c	Eduardo Zapata	Aucune charge élective
Coordinación de Trabajadores migrantes en Costa-Rica	Coordination des travailleurs-migrants au Costa-Rica	n.c	Carlos Guzmán	Aucune charge élective
Asociación de Trabajadores del Campo (ATC)	Syndicats des travailleurs et des petits et moyens producteurs agricoles	11 000	Edgardo García	Aucune charge élective
Central Sandinista de Trabajadores (CST)	Syndicats des travailleurs de l'industrie manufacturière, du commerce, des transports.	5 000 ***	Roberto González Gaitán	Député national du FSLN : 2002-2006

* En l'absence de statistiques officielles du ministère du Travail (Mitrab) sur le nombre de syndicats et d'affiliés depuis 2007, et des organisations syndicales elles-mêmes, les données mentionnées combinent les travaux de L. Serra (2007) et des données vérifiées post 2008. ** La CST-JBE avance un nombre de 97 000 affiliés en 2015. *** La CST avance un nombre d'environ 100 000 affiliés en 2014.

Source : élaboration par l'auteur, 2016.

Acteur emblématique des mobilisations syndicales durant la période des gouvernements néolibéraux, parlementaire sandiniste depuis 2002, Gustavo Porras incarne cette (con)fusion des fonctions syndicalo-politiques et l'entremêlement des appareils syndical, partisan et étatique jusqu'à la plus haute échelle des institutions du pouvoir politique. Coordinateur national du FNT, secrétaire général de la puissante fédération Fetsalud et député national du FSLN, il est élu président de l'Assemblée nationale en janvier 2017.

À l'instar d'Antonio Zepeda (CGTEN-Anden) ou de Luis Barbosa (CST-JBE), la vieille garde syndicale sandiniste tient les principales organisations du FNT. Plus encore, ces élus syndicalo-politiques dirigent les fédérations les plus importantes, les mieux structurées et les plus véhémentes en termes de revendications et de mobilisations. Ils bénéficient d'un accès direct au pouvoir,

de contacts très étroits avec les autorités de l'État depuis 2006, donc de relais privilégiés pour remonter la conflictualité du rapport salarial du secteur public. Il s'agit d'une direction bureaucratisée, dont les routines de travail militant passent essentiellement par la voie administrative et dont l'action consiste à faire des propositions de lois sur des questions très ponctuelles[16].

Si d'un point de vue théorique, le parti subordonne le FNT par la cooptation, dans la pratique il est complexe de dissocier un syndicalisme sandiniste d'un sandinisme syndical. La relation historique et fusionnelle entre le FSLN et le syndicalisme donne lieu à une superposition singulière des rôles syndicaux et politiques. La professionnalisation du syndicalisme s'est aussi arrimée à la professionnalisation des acteurs politiques après la transition à la démocratie de 1990 : la carrière syndicale se double d'une voie d'ascension au sein de l'appareil du parti de la base au sommet. Cette imbrication complexifie le caractère vertical du rapport parti/syndicats (bien que leur organisation respective réponde à cette logique). Ainsi dans le terme de « mutuelle reconnaissance », il faut davantage lire une relation d'interdépendance. Les dirigeants syndicaux acceptent de subordonner le pouvoir syndical au pouvoir politique. Ils convertissent le capital social du syndicalisme en capital politique en faveur du parti et actuellement du gouvernement, et ce, en échange de postes et d'espaces de participation, réduisant de fait l'autonomie de l'action syndicale. Si pour le parti il s'agit de conserver sa base sociale, pour l'État-employeur, l'intérêt est de maintenir une conflictualité du rapport salarial de basse intensité et le cas échéant de prévenir tout débordement social à travers la discipline syndicale.

Enfin, en quoi un syndicalisme devenu central pour réguler le rapport salarial transforme-t-il ses relations à l'État ?

Le retour de l'État intégrateur[17] s'accompagne aussi du retour de l'État facilitateur et employeur. Ces rôles ne sont pas sans comporter un certain nombre d'antagonismes. Car les politiques du travail sont guidées par la nécessité d'absorber 100 000 actifs chaque année dans un marché de l'emploi qui n'en a pas la capacité. L'État doit garantir la stabilité du rapport salarial tout en faisant de la force de travail nicaraguayenne un avantage comparatif pour développer l'entrepreneuriat national et attirer l'investissement étranger. Disposer d'un mouvement syndical privilégiant la conflictualité contenue et instaurer un syndicalisme

16. *La Ley de Derechos Laborales Adquiridos* approuvée en 2005 est le résultat du travail législatif des députés sandinistes d'extraction syndicale. Elle garantit l'immuabilité des droits professionnels acquis.

17. Caractérisé par des politiques de protection sociale de type bismarckien pour le salariat formel fixé (système de cotisations *Invalidez, Vejez y Muerte*-IVM) et des programmes sociaux beveridgiens pour le salariat informel (sécurité sociale facultative et accès à la santé à vocation universelle- *Facultativo Integral Enfermedad-Maternidad*) [Lautier, 2012, p. 5]. Le nombre d'affiliés à l'Instituto Nacional de Seguridad Social a doublé, passant de 420 316 assurés en 2006 à 863 000 en août 2016 (Inide, 2016), ce qui représente 29,7 % de la population active.

capable de réguler les tensions du rapport capital/travail est un enjeu pour la conduite du modèle de développement du gouvernement.

La reconnaissance politico-économique du syndicalisme s'est instituée sur le modèle « Diálogo, Alianza y Consenso » juridiquement inscrit dans l'article 101 de la réforme constitutionnelle de 2014. Le projet sandiniste repose alors sur la pacification des relations entre acteurs sociaux syndicats et patronaux. Le ministère du Travail pour l'État, le FNT, le CPT, le CSN pour le mouvement syndical et le *Consejo Superior de la Empresa Privada* (Cosep) pour le patronat se retrouvent dans un éventail d'espaces de dialogue et de négociation tripartite. Parmi eux, la *Comisión Nacional del Salario Mínimo* (CNSM)[18]. Elle cristallise tous les six mois les rapports de force entre les syndicats et le patronat autour du pourcentage de réajustement du salaire minimum dans chaque secteur d'activité économique (agro-industrie, industrie manufacturière, construction, etc.). L'État agit comme un accompagnateur du dialogue en posant un cadre de négociation entre le travail et le capital.

Arbitre « bienveillant » dans le rapport syndicats/patronat, l'État est également une partie en tension avec les organisations syndicales au sein du service public. De 39 000 en janvier 2007, le gouvernement central dispose aujourd'hui de plus de 105 000 agents (hors police et armée). La conflictualité avec la base y est vive, surtout dans les secteurs de l'éducation et de la santé. L'enjeu du gouvernement est bien d'inclure le mouvement syndical dans les négociations avec le secteur privé mais aussi de contenir les rapports de conflictualité salariale au sein du secteur public. Dans ce dernier, les fédérations ou centrales sont affiliées au bloc syndical du FNT et dirigées par l'*establishment* syndical sandiniste.

Par l'entremise de ces dirigeants politico-syndicaux se construit une passerelle entre le syndicalisme « mouvement social » et le pôle « institutionnalité ». Acteurs sous tension, ces dirigeants représentent les instances supérieures d'un mouvement syndical sandinisé tout comme ils incarnent, intermédient et reproduisent la reconnaissance politique de cette fonction économique de régulation du syndicalisme. En ce sens, la symbiose FNT-FSLN et son articulation au gouvernement se voient corroborées par la symbologie (iconographique) et par l'alignement sur la rhétorique du pouvoir où prévaut la pacification consensuelle et négociée des rapports sociaux. Le conflit de Mina El Limón en octobre 2015 (département de León-Chinandega) illustre parfaitement la fonction conférée au syndicalisme au Nicaragua. À la suite du licenciement de trois syndicalistes de cette mine aurifère

18. Depuis 2007, la *Ley de Salario Mínimo* oblige la revalorisation du salaire minimal tous les six mois en fonction du taux d'inflation officiel publié par la BCN, taux calculé sur la variation de l'indice des prix à la consommation des 53 produits de base composant la *canasta basica*. En décembre 2016, ce panier s'élève à 420 $ pour un foyer de 4 adultes et 2 enfants quand le revenu moyen/capita est d'environ 126 $. Cette loi se rapproche timidement de la doctrine du salaire de subsistance censé subvenir aux besoins nécessaires de chaque travailleur.

(validé par le ministère du Travail), une situation insurrectionnelle d'une vingtaine de jours oppose les syndicalistes, appuyés par les habitants d'El Limón, à l'entreprise canadienne B2Gold. Après avoir envoyé les forces anti-mutineries, l'État nomme Gustavo Porras comme médiateur. Soutenu par José Aguerri, président du Cosep, un processus de négociation allie le syndicalisme officialiste et l'entreprise privée dans la recherche d'une solution consensuelle entre le syndicalisme de base et l'entreprise canadienne. Au terme d'un mois de rencontres multipartites, la police libère les syndicalistes et habitants « mutins », B2Gold réintègre les dirigeants syndicalistes licenciés et instaure un calendrier mensuel de discussion avec les organisations syndicales. Cette convergence témoigne de la volonté de stabilité poursuivie et du rôle que l'État entend faire jouer au syndicalisme dans sa relation au secteur privé étranger. Tendus entre la préservation des intérêts du capital transnational et le respect des droits syndicaux des travailleurs, cela traduit davantage les contradictions avec lesquelles l'État mais aussi le syndicalisme doivent composer.

La syndicalisation du secteur informel : entre formalisation des travailleurs *cuentapropistas* et organisation politique du social

L'une des transformations majeures du paysage syndical au Nicaragua est l'apparition en 2002 de la *Confederación de Trabajadores por Cuenta Propia* (CTCP-Confédération des travailleurs indépendants). Cette confédération syndicale regroupe les travailleurs du secteur informel (vendeurs ambulants, mécaniciens, cambistes, etc.). Singulière car dénuée de tout rapport salarial stabilisé dans un contrat, cette nouvelle composante du syndicalisme a pour unique interlocuteur les autorités publiques locales ou de l'État.

Le travail indépendant représente 37 % de l'emploi total et concerne entre 55 et 65 % de la population active [Castro Quezada, 2015, p. 5]. Suivant les sources, le taux d'informalité de l'emploi varie. En 2009, il s'élève à 54,4 % [Cepal, 2014]. Des études plus récentes avancent des taux avoisinant les 70 %[19]. Jusqu'au passage à l'économie de marché des années 1990, le travail indépendant ou *cuentapropista* est représenté par l'artisanat et par des catégories populaires marginalisées. Son émergence en secteur social et économique organisé provient d'une recomposition amorcée dès 1990. Une grande partie des employés publics alors licenciés[20] est largement inadaptée aux secteurs modernes et restreints de l'économie, et trouve dans le travail indépendant, notamment dans le commerce ou les services l'unique moyen de subsistance.

19. Parmi ces études, celle réalisée en 2013 par la *Fundación Internacional para el Desafío Económico* (Fideg) qui indique un taux d'emploi informel de 73,5 %.
20. À travers le *Plan de Conversión Ocupacional* et les plans dits de *Compactación* du secteur public.

La CTCP s'est édifiée sur les formes d'organisations de type mutualiste qui ont émergé durant cette période. Par ailleurs, la syndicalisation des travailleurs informels constitue aussi une stratégie de déploiement impulsée par le noyau dirigeant du front syndical sandiniste, dans le cadre des orientations prises à la fin des années 1990 pour influencer le champ politique. Le FNT a ainsi opté pour une tactique d'alliances avec d'autres secteurs sociaux. Il a cherché à dépasser l'unique spectre des revendications professionnelles. En juin 2002, il s'appuie sur la répression des vendeurs de rue pour créer la *Asociación de Trabajadores de los Semáforos*. Dans le but d'organiser cette « masse » de travailleurs, le FNT encourage ensuite la formation de la CTCP. Avec le concours de l'Organisation internationale du travail, il soutient le processus institutionnel contrarié de sa légalisation. En 2015, la CTCP affirme rassembler 55 000 syndiqués, affiliés dans 150 syndicats et 8 fédérations. Elle devient la principale force du FNT.

La complexité des relations de la CTCP avec le FNT, le parti sandiniste puis le gouvernement de Daniel Ortega conduit à ne pas réduire sa création à une simple manœuvre de récupération du syndicalisme sandiniste pour gonfler ses rangs. Mais du point de vue des sandinistes, l'organisation des travailleurs informels par la forme syndicale peut se comprendre dans une logique de canalisation et d'emprise sur le social. Plus encore, l'élection en novembre 2016 du secrétaire général de la CTCP, Milciades Adrián Martinez, au poste de député suppléant à l'Assemblée nationale, sous l'étiquette du FSLN, tend à confirmer la volonté du gouvernement d'absorber les mouvements sociaux en cooptant ses dirigeants influents.

Toutefois, une approche alternative peut conduire à renverser l'analyse. Il faut alors concevoir l'affiliation au FNT et la double alliance avec le FSLN et le gouvernement comme une structure d'opportunités pour le syndicalisme *cuentapropista* dans son projet de visibilisation et de reconnaissance politique.

Depuis l'arrivée du pouvoir sandiniste, la stratégie de la CTCP s'inscrit dans le cadre de la négociation et de la recherche de solutions consensuelles. Le répertoire d'action recourt aux mécanismes institutionnels de participation mis en place, traduisant le caractère contenu du conflit politique.

Rattachée organiquement au FNT, la CTCP a profité de la plate-forme syndicale sandiniste pour se structurer, former ses dirigeants et se forger une identité propre et collective. La construction d'une subjectivité partagée, autrement dit, d'une conscience de classe pour soi, est au centre du projet sociopolitique de la CTCP. En effet, l'objectif de changement social visé par la CTCP repose sur un substrat idéologique et théorique solide[21]. Il est au fondement de l'organisation

21. La vision du syndicalisme selon la CTCP rejoint la définition tourainienne du syndicat : la défense d'intérêts partagés et l'élimination d'un rapport de domination dans le champ politique [Touraine, 2011].

syndicale, de son fonctionnement[22] et de ses pratiques. La construction d'un sujet conscient de ses droits et de ses capacités [Martínez, 2015], et *in fine* conscient d'être un acteur social de changement, en est la pierre angulaire. Dans cet objectif, pour ses dirigeants, l'auto-identification et la reconnaissance politique de l'utilité sociale et économique de ce secteur d'activités en sont la première étape. Cette entreprise s'est opérée sur le terrain du symbolique dans le champ politique. Il s'est agi d'imposer la terminologie de *Trabajadores por cuenta propia* en lieu et place de « travailleurs du secteur d'informel », chargée socialement. Cette incursion dans l'arène politique s'est accompagnée de demandes précises. Élément fondamental et constitutif du syndicalisme *cuentapropista*, la conflictualité et les revendications ne s'inscrivent pas dans le rapport salarial patron/employé mais dans un rapport exclusif à l'État et aux institutions publiques. En ce sens, il est possible de parler d'un « néo-syndicalisme ». Le retour de l'État intégrateur et protecteur amorcé par le gouvernement constitue une structure d'opportunité pour la reconnaissance et la formalisation des travailleurs informels. La CTCP obtient une avancée majeure en 2009 avec le décret présidentiel interdisant l'expulsion des travailleurs indépendants des espaces publics [Castro Quezada. 2015]. Cette formalisation passe également par une stratégie d'influence sur les politiques publiques notamment celles ayant trait à la protection sociale (accès gratuit aux services de soins), à l'éducation (programmes d'alphabétisation), à la formation professionnelle (diplômes de gestion d'entreprises) et à l'accès au financement (micro-crédit productif sans intérêts). La CTCP est représentée à l'Institut national de sécurité sociale, au Conseil de planification économique et sociale, au ministère de l'Économie familiale communautaire, coopérative et associative, au ministère de l'Éducation nationale, à l'Institut national de technologie et à la mairie de Managua où elle a fait élire des conseillers.

La resignification de l'informalité s'est également opérée dans le fait que les représentants du syndicalisme *cuentapropista* ont théorisé et mis en pratique une nouvelle forme d'économie politique : « l'économie sociale solidaire ». Concept idéologique guidé par la solidarité et l'équité, cette proposition politique alternative au modèle d'économie de marché promeut une production et une redistribution des richesses fondées sur l'autogestion et l'associativité du « nouveau prolétariat organisé » [Nuñez, 2011].

Enfin, le modèle de développement extraverti et l'impact social des mesures néolibérales ne sont pas exclusifs du Nicaragua, bien que ses conséquences y semblent plus aigues[23]. De fait, la syndicalisation des travailleurs *cuentapro-*

22. La CTCP se présente comme une organisation au fonctionnement interne démocratique dont le processus décisionnel s'opère de la base (assemblées de travailleurs) au sommet (Congrès national composé des représentants de chaque fédération).

23. Le Nicaragua présente le PIB/habitant le plus bas de la région latino-américaine : 2 026,70 $ (BCN, 2015).

pistas et leur lutte pour la formalisation sont aussi une dynamique régionale et transrégionale. Dans cette mouvance, la CTCP apparaît solidement intégrée dans le syndicalisme régional. Elle appartient à la Plateforme syndicale commune centraméricaine (PSCC). Elle est un acteur central du secteur informel syndicalisé centraméricain représenté par le Réseau des syndicats de l'économie informelle centraméricaine et panaméenne (Red-Seicap). Elle est affiliée à l'organisation *Streetnet*, fédération internationale des syndicats du secteur. Fer de lance de nombreuses opérations de visibilisation, le modèle nicaraguayen de l'économie sociale solidaire (théorisé dans le premier manifeste de la CTCP-FNT) sert de référence à de nombreux projets économiques alternatifs. Par cette projection internationale, la CTCP se présente comme une organisation syndicale de type nouveau à l'échelle nationale mais également comme un acteur pionnier incontournable de la scène syndicale *cuentapropista* mondiale.

Conclusion

La genèse d'un mouvement syndical intrinsèquement lié au sandinisme révolutionnaire, reconfiguré sous l'influence des politiques néolibérales, enfin fusionné dans l'appareil du FSLN et de l'État, fait du Nicaragua un cas d'étude spécifique.

L'étude a mis en exergue l'hégémonie continue des organisations sandinistes au sein du mouvement syndical depuis la fin du somozisme. Mais celui-ci se caractérise par sa subordination au politique, partis ou État, comme dans la plupart des pays latino-américains [Touraine, 1988]. Nous avons observé le cumul des rôles syndical et politique des dirigeants aux niveaux intermédiaires et supérieurs des syndicats sandinistes. L'hétéronomie est objectivable.

Depuis le retour au pouvoir de Daniel Ortega, le regain des rôles protecteur et intégrateur de l'État s'est traduit dans les politiques inclusives en faveur des travailleurs. Imbriqué dans les structures partisanes du FSLN et fondu dans l'appareil institutionnel de l'État, le syndicalisme est actif dans la revalorisation biannuelle du salaire minimum et la protection sociale du salariat. Mais ce syndicalisme institué couvre un répertoire de fonctions convergeant vers l'accompagnement politique et le soutien au modèle économique en vigueur à travers le pacte État/syndicats/patronat.

Après l'intermède de la révolution sandiniste, le modèle de développement économique a renoué avec le capitalisme dépendant, transnationalisé version néolibérale dans lequel la persistance d'un secteur primaire prédominant proroge une faible et fragile insertion au marché international. En surplomb et interaction avec le politique, le poids de ce schème de développement d'économie périphérique doit être convoqué pour entendre le mouvement syndical nicaraguayen. Pourquoi ? Parce qu'à capitalisme dépendant société dépendante. Certes dans des

termes différents de ceux du XXe siècle[24]. Mais il s'y produit une « désarticulation » et une hétéronomie analogues des mouvements sociaux et de leurs acteurs au sein du système sociopolitique, « une dualisation et un éclatement des classes sociales » [Le Bot, 2014, p. 46].

Néanmoins, malgré les déterminants structurels, politique et économique, qui conditionnent en partie le syndicalisme nicaraguayen, la syndicalisation du secteur informel constitue un changement fondamental du mouvement. Par le projet d'économie sociale solidaire, la CTCP s'est engagée dans une voie alternative au marché. Sa charge utopiste renvoie à l'essence idéologique du syndicalisme de classe. Mais son affiliation au bloc syndical sandiniste la place en situation de dépendance politique. Sans occulter la rhétorique populiste du gouvernement ni le lien plébéien l'unissant à la base des travailleurs informels à travers les réseaux locaux confusément partisan et syndicaux, cette formalisation du travail *cuenta-propista* peut se lire néanmoins comme une expression politique de ce socialisme du XXIe siècle. Par ailleurs, il s'agit bien d'une nouvelle forme de syndicalisme. Inscrit dans une mouvance transrégionale, ce « néo-syndicalisme » ne se fonde pas sur la conflictualité du rapport salarial mais sur la reconnaissance politique du travail informel et de son utilité économique et sociale. Ses termes ne sont pas non plus la confrontation de classe révolutionnaire ni le réformisme mais la lutte pour la formalisation à travers l'acquisition de droits, et ce, exclusivement auprès de l'État, des gouvernements locaux et nationaux.

24. Il semble pertinent de faire l'analogie avec le sens donné aux « sociétés capitalistes dépendantes » du siècle dernier, définies par la pénétration et la domination d'un capitalisme étranger, unifié et protégé par l'action de l'État.

BIBLIOGRAPHIE

- Banco Central de Nicaragua, *Nicaragua en cifras 2015* [en ligne], Managua, BCN, 2015 [consulté le 2 octobre 2016]. Disponible sur : http://www.bcn.gob.ni/publicaciones/periodicidad/anual/nicaragua_cifras/nicaragua_cifras.pdf
- Bataillon Gilles, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Les Belles Lettres, Paris, 2003.
- Gagnon Mona Josée, « Le syndicalisme : du mode d'appréhension à l'objet sociologique », *Sociologie et sociétés*, vol. 23, n° 2, Les Presses de l'université de Montréal, 1991, p. 79-95.
- Guerra Vanegas Jorge, « Reflexiones acerca del sindicalismo nicaragüense (1970-2015) » [en ligne], *Revista Humanismo y Cambio Social*, n° 7/3, Managua, Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua, janvier-juin 2016, p. 20-27 [consulté le 25 octobre 2016]. Disponible sur : http://revistashumanidadescj.unan.edu.ni/index.php/Humanismo/article/viewFile/113/108
- Guevara Onofre, *Cien años de Movimiento Social en Nicaragua: relato cronológico*, Managua, Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica, 2008.
- Inide (Instituto Nacional de Información de Desarrollo), *Encuesta Nacional de Hogares sobre Medición de Nivel de vida ENMV 2014* [en ligne], Managua, février 2016 [consulté le 25 novembre 2016]. Disponible sur : http://www.inide.gob.ni/Emnv/Emnv14/EMNV%202014-2%20Febrero%202016.pdf
- Lautier Bruno, « La diversité des systèmes de protection sociale en Amérique latine » [en ligne], *Revue de la régulation*, n° 11/1, 2012 [consulté le 21 novembre 2016]. Disponible sur : https://regulation.revues.org/9636
- Le Bot Yvon, *Violence de la modernité en Amérique latine : indianité, pouvoir et société*, Karthala, Paris, 2014.
- Martínez Adrián, « Estrategía de desarrollo de los trabajadores por cuenta propia en Nicaragua », *Recopilación de textos de la Confederación de trabajadores por cuenta propia (2010-2014)*, Managua, 2015.
- Nunez Soto Orlando, *La economía social solidaria en las naciones proletarizadas y el proletariado por cuenta propia en la transformación del sistema*, Managua, Clacso-Cielac, 2011.
- Rocha José Luis, « De cómo nos convirtieron de ciudadanos-tutelados en ciudadanos-clientes y de por qué no se ven salidas » [en ligne], *Revista Envio*, n° 304, Managua, Universidad Centroamericana, juillet 2007 [consulté le 2 novembre 2016]. Disponible sur : http://www.envio.org.ni/articulo/3597
- Rouquié Alain, *Les Forces politiques en Amérique centrale*, Paris, Karthala, 1991.
- Sánchez González Mario, « Movimientos sociales y acción colectiva en Nicaragua: entre la identidad, autonomía y subordinación » [en ligne], *Amnis*, n° 15, 2016 [consulté le 23 novembre 2016]. Disponible sur : http://journals.openedition.org/amnis/2813
- Tilly Charles et Tarrow Sidney, *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences -Po, 2008.
- Touraine Alain, « Chapitre 4 : le syndicalisme ouvrier », *La Parole et le sang*, Paris, Odile Jacob, 1988, p. 259-299.

RÉSUMÉ

Le syndicalisme au Nicaragua depuis le retour du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (2007-2016)

Dans une perspective historique et dans la distinction mouvement social/institution, l'article examine les rapports, en termes de continuités et de changements, entre le syndicalisme et l'État au Nicaragua depuis le retour au pouvoir du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* en 2007. En se basant sur le modèle de dialogue État/syndicats/patronat, l'article interroge la fonction du syndicalisme en tant qu'acteur politico-économique dans le projet de développement soutenu par le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale (Grun) sandiniste. En s'intéressant à la *Confederación de Trabajadores por Cuenta Propia*, il s'agit de questionner l'ambivalence de la syndicalisation des travailleurs du secteur informel en différenciant l'émergence d'une forme inédite de syndicalisme et la volonté politique d'organiser la masse des travailleurs informels.

RESUMEN

El sindicalismo nicaragüense desde la vuelta del Frente nacional de Liberación Nacional (2007-2016)

En una perspectiva histórica y distinguiendo « movimiento social » y « institución », el artículo estudia las continuidades y las transformaciones en las relaciones entre el sindicalismo y el Estado desde la vuelta al poder del Frente Sandinista de Liberación Nacional en 2007. Basandose en el modelo de diálogo social Estado-sindicatos-empresarios, se analiza la función del sindicalismo como actor político y económico en el proyecto de desarrollo promovido por el Gobierno de Reconciliación y de Unidad Nacional. Enfocandose en la Confederación de Trabajadores por Cuenta Propia, se cuestiona la ambivalencia de la sindicalización del sector informal diferenciando el surgimiento de una nueva forma de sindicalismo y la voluntad política de organizar la masa de trabajadores cuentapropistas.

ABSTRACT

Continuities and transformations into the Nicaraguan Trade Union since the Sandinistas return to power in 2007

In an historical approach and in the distinction between social movement and institution, the article deals with the relationships between Trade Union and the Nicaraguan State since the Sandinistas returned to power in 2007. Refering to the three-party labour relations pattern (between the State, the employers and the trade unions), the article first analyses Trade Union as a political and economical actor and next its function in the economic development model of the Sandinistas Government of Reconcilation and National Unity. Next this work focuses on the birth and development of the Confederation of Self-employed Workers. The article examines the ambivalence of a new form of Trade Union and how the state aims at organizing and in the end controlling most informal workers.

Article reçu le 4 janvier 2017, accepté le 30 août 2017.

MOTS-CLÉS
- **syndicalisme**
- **État**
- **sandinisme**

PALABRAS CLAVES
- **sindicalismo**
- **Estado**
- **sandinismo**

KEYWORDS
- **trade unionism**
- **State**
- **sandinism**